

Ce que nous ferons dans les 100 premiers jours



Manifesto ■ L'union des socialistes européens ■ **Focus** ■ L'eurorégion Ouest

En campagne avec ■ Vincent Peillon ; Catherine Trautmann ; Bernadette Vergnaud





**Les
entretiens
DE SOLFERINO**

Mercredi 10 juin 2009 de 18 h 30 à 20 h 30

Salle Marie-Thérèse Eyquem • 10, rue de Solferino • 75007 Paris

Laurence Dumont,

Secrétaire Nationale à la Formation

Emmanuel Maurel,

Secrétaire National à l'Université Permanente et d'Été

vous invitent à débattre avec : **Sylviane Agacinski,**
Philosophe, Professeur agrégée à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Autour de son ouvrage : « Corps en miettes »

Éditions Flammarion, collection « Café Voltaire » 2009

• Inscription obligatoire auprès de Christine • E-mail : formation@parti-socialiste.fr / Téléphone : 01 45 56 76 13

■
2

LA JOURNÉE PME DU PS

Samedi 27 juin 2009 au Musée Social
5, rue Las Cases 75 007 Paris

Suite au colloque de janvier à l'Assemblée nationale sur les PME et la crise, au séminaire de mars sur les grandes entreprises, le but de cette journée sera, par une série d'auditions et de débats, de réfléchir à la sortie de crise et à nos propositions pour les PME, l'artisanat et le commerce de proximité.

Inscription obligatoire : cherif.ba@parti-socialiste.fr
Tel: 01 45 56 78 86

agenda du parti

Mercredi 27 mai

- Rezé, meeting national pour les élections européennes

Jeudi 4 juin

- Lille, meeting national pour les élections européennes

Dimanche 7 juin

- Élections européennes

Erratum

- Lise Kossibale (p.28 du numéro 531) n'est pas secrétaire nationale adjointe aux services publics, mais assiste Razy Hammadi, secrétaire national en charge de cette question.

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78-57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

Ensemble pour donner un nouveau sens à l'Europe



Poul Nyrup Rasmussen,
président du Parti
socialiste européen

Nous sommes dans la dernière ligne droite avant un scrutin décisif. Un scrutin au cours duquel les citoyens européens devront choisir entre une majorité sortante, menée par Barroso, Sarkozy et Merkel, qui n'a pas su prévenir notre entrée dans la pire récession mondiale depuis les années 1930, et notre nouvelle direction pour l'Europe.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates européens, avons pris la mesure de l'urgence à laquelle nous devons faire face. Nous savons que, sans action, 27 millions de nos concitoyens auront perdu leur emploi en 2010. Nous nous engageons à y répondre, concrètement, efficacement, et rapidement.

Après avoir conçu un programme commun, le Manifeste, les 27 leaders progressistes européens se sont entendus à Toulouse, le 24 mai dernier, sur 7 mesures d'urgence que nous nous engageons à prendre dans les 100 premiers jours de la législature, pour lutter contre la crise et le chômage de masse, aggravés par le manque de vigilance et l'absence de volonté politique de la droite au pouvoir en Europe.

Ensemble, nous voulons un véritable plan de relance européen coordonné. Ensemble, nous voulons nous attaquer au chômage et aux délocalisations, au contraire de la droite qui s'abstient de tenir un sommet pour l'emploi plus que nécessaire. Ensemble, nous voulons assainir les marchés financiers. Ensemble, nous voulons mettre le progrès social au cœur de l'Europe.

Il s'agit d'un moment historique. Nous sommes prêts à assumer les responsabilités de la victoire, au contraire de la droite qui est incapable d'assumer son bilan catastrophique. Grâce à une nouvelle majorité progressiste au Parlement européen, nous donnerons un nouveau sens à l'Europe, en mettant les citoyens d'abord.

■ sommaire

Spécial élections européennes

Le Manifeste : l'union des socialistes européens p.8

Les priorités pour les 100 jours p. 10 à 23

Focus sur l'eurorégion Ouest p. 24

En campagne avec :

Vincent Peillon p. 30

Catherine Trautmann p. 32

Bernadette Vergnaud p.34

Élections européennes

Appel à la mobilisation

« **N**i abstention, ni dispersion ». Voilà le message qu'Harlem Désir a délivré devant la presse, lundi 17 mai, au siège du PS. Un rappel plus qu'utile puisque les sondages indiquent que 6 Français sur 10 ne se déplaceraient pas le 7 juin prochain. « Un grave danger » selon la tête de liste francilienne qui appelle à une mobilisation forte dans la dernière ligne droite de cette campagne pour un vote socialiste, un « vote clair et efficace ».



Économie

La récession invisible

Alors que l'INSEE vient de publier des chiffres accablants – un recul historique du PIB pour le premier trimestre 2009 (-1,2 %) et un effondrement de la production industrielle de -1,4 % pour le seul mois de mars – le gouvernement persiste dans son déni de réalité. Et continue à vanter les vertus de son « plan de relance », pourtant basé sur une improbable croissance de +0,5 %.



Médias

Que fait le CSA ?

Le PS a saisi en urgence le CSA sur la diffusion de 1 000 clips gouvernementaux appelant les Français à voter le 7 juin. Ces spots reprennent, aux frais du contribuable, les arguments électoraux de l'UMP.

D'autre part, les socialistes Benoît Hamon, Didier Mathus et François Hollande ont rencontré, le 18 mai, le président du CSA, Michel Boyon, pour réitérer la demande d'une intégration du temps de parole du président de la République à celui de l'exécutif dès lors qu'il s'exprime en tant qu'acteur du débat politique national. Le Conseil d'État avait répondu positivement à la demande des socialistes, mais le CSA a mis en place un dispositif totalement inopérant.

Justice

Victoire pour Vittorio

La cour d'appel de Paris vient d'annuler la mise en examen de Vittorio de Filippis, ancien directeur de la publication du quotidien *Libération*. Cette décision annule aussi le mandat d'amener délivré à son encontre, exécuté le 28 novembre dernier dans des conditions inacceptables : le journaliste a été

interpellé à 6 h 40, devant ses enfants, menotté, fouillé à corps. Le PS se dit aujourd'hui « satisfait » et « continuera de dénoncer ces pratiques policières intervenant sur des journalistes pour des faits rentrant strictement dans le cadre de l'exercice de leur profession et de leur mission d'informer, et totalement disproportionnées par rapport aux faits incriminés, pratiques contribuant à détériorer le climat de sérénité dans lequel la presse aspire légitimement à travailler ».

Sécurité

L'échec de la droite

Samedi 16 mai, à la cité des 4 000 de la Courneuve (Seine-Saint-Denis), un fourgon de police était attaqué par le tir d'une rafale de kalachnikov. Suite à cet incident qu'il condamne évidemment, le PS demande au gouvernement de « tirer les leçons de l'échec patent d'une certaine forme d'organisation de la police ». Les socialistes proposent de développer une nouvelle police de quartier, de mettre un terme aux suppressions des effectifs – le gouvernement a programmé, d'ici 2011, la suppression de 8 000 policiers – et de lancer un plan de rattrapage des 400 postes qui font défaut en Seine-Saint-Denis. Ils insistent aussi sur la nécessité de mettre en place une « vraie politique de prévention » grâce à des relations partenariales entre l'État, les collectivités locales et tous les acteurs concernés, notamment les associations.

Page réalisée par Ariane Vincent

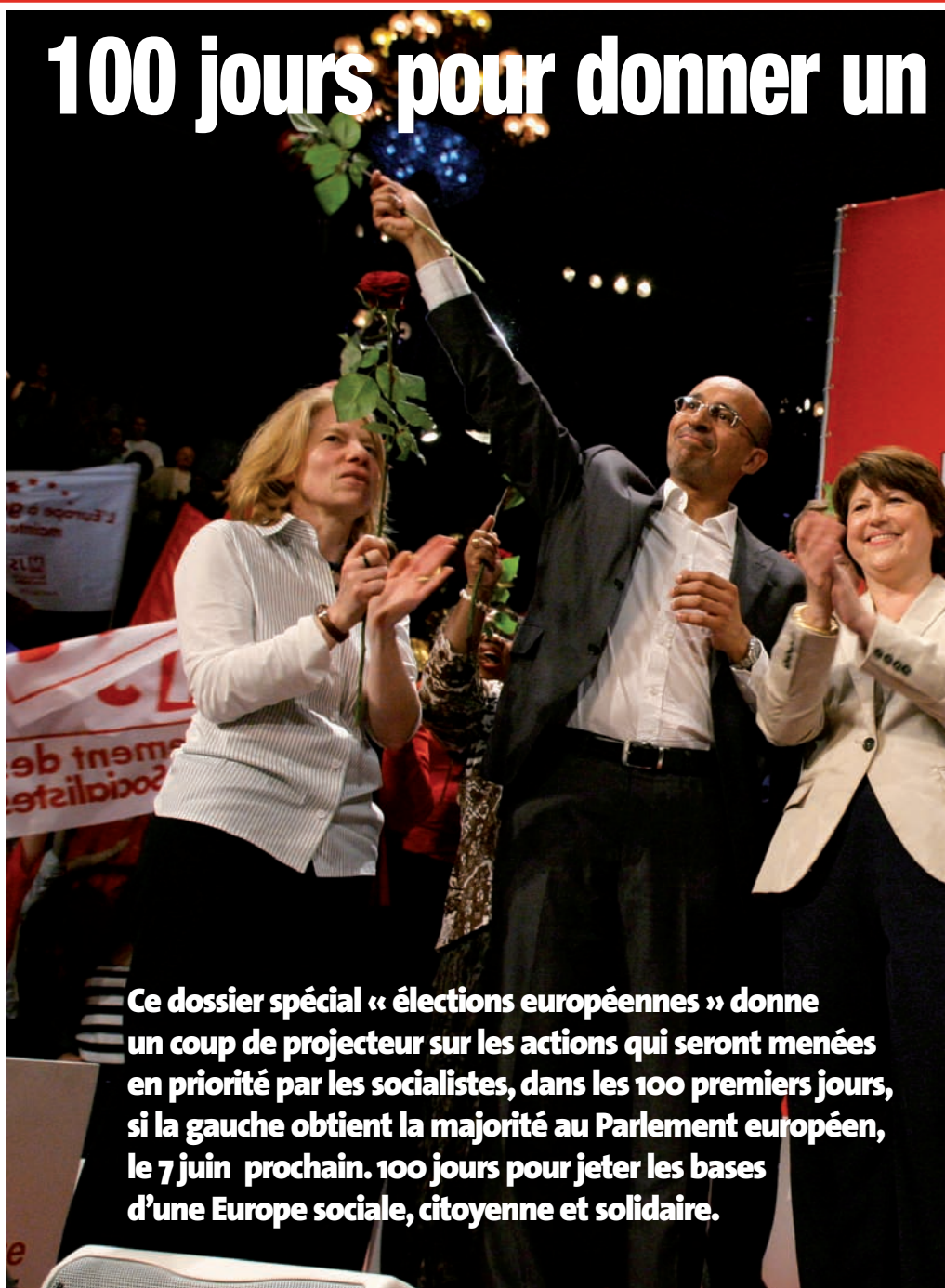


Les socialistes à « l'Euromanif »

Les syndicats européens et la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ont organisé, les 14, 15 et 16 mai, à Madrid, Bruxelles, Berlin et Prague des «EuroManifs».

Le PS français faisait partie du cortège des socialistes européens, le 15 mai à Bruxelles. Parmi eux, Harlem Désir, tête de liste dans la région Île-de-France, Gilles Pargneaux, tête de liste de l'eurorégion Nord-Ouest et Jean-Christophe Cambadélis, directeur de la campagne du Parti socialiste. L'événement a réuni nombre de candidats et de militants de toute l'Union. Un rassemblement pour porter haut les revendications des syndicats européens qui rejoignent celles des socialistes français et européens : un vrai plan de relance au niveau européen, la régulation des marchés financiers, la défense des services publics, des droits sociaux et des protections des salariés, l'augmentation des salaires et l'investissement pour la croissance verte.

100 jours pour donner un



Ce dossier spécial « élections européennes » donne un coup de projecteur sur les actions qui seront menées en priorité par les socialistes, dans les 100 premiers jours, si la gauche obtient la majorité au Parlement européen, le 7 juin prochain. 100 jours pour jeter les bases d'une Europe sociale, citoyenne et solidaire.

nouveau sens à l'Europe



■
7

■ sommaire du dossier

Des socialistes unis : la force du Manifesto	p.8-9
Les priorités socialistes	p. 10 à 23
Focus sur l'eurorégion Grand-Ouest	p. 24 à 26
Argumentaires	p. 27 à 29
En campagne avec :	
Vincent Peillon	p. 30-31
Catherine Trautmann	p. 32-33
Bernadette Vergnaud	p. 34-35

L'union des socialistes

PSE

Les 1^{er} et 2 décembre 2008, l'ensemble des représentants des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes de toute l'Europe, rassemblés et unis, ont adopté à Madrid leur programme commun pour les élections européennes de juin 2009.

Fruit d'une vaste consultation publique, ce programme est l'œuvre de citoyens qui ont exposé aux socialistes européens les priorités qu'ils devaient retenir pour orienter leurs propositions. Ensemble, ils veulent créer une forte majorité afin de concrétiser leur manifeste citoyen et leurs six priorités de réforme pour une Europe du progrès.

Dans une élection européenne, quel que soit le succès que remportera un Parti dans son pays, il représentera au maxi-

mum 6 à 7 % de la nouvelle assemblée. Dès lors, il est essentiel de travailler au niveau européen avec les partis qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes idéaux. Cette évidence, seuls les socialistes l'ont mise en pratique ! Patiemment, ils ont uni leurs forces pour rédiger un véritable programme commun, qui partage les mêmes analyses et les mêmes propositions concrètes. Pendant ce temps, les autres partis persistent à écrire des programmes nationaux qu'ils ne pourront pas mettre en œuvre faute d'accord.

D'ailleurs, il est important de rappeler ici que lors de la législature précédente, le PSE est le groupe politique qui est resté le plus uni sur l'ensemble des

votes (90 %, quand les autres groupes se situent entre 40 et 80 % de votes en cohésion). La désunion frappe les autres groupes, incapables de s'entendre. C'est leur cohésion qui leur a permis de remporter des succès dans un Parlement européen majoritairement à droite ! Sur REACH par exemple, règlement qui impose l'enregistrement des substances chimiques et leur évaluation, de façon à protéger l'environnement et la santé des Européens, le PSE a créé des majorités autour de lui avec les Verts, la Gauche unitaire européenne, une partie des libéraux et des conservateurs des pays nordiques, à la fibre environnementale plus développée que leurs collègues issus d'États



européens fait leur force

membres où l'industrie chimique et son lobby tiennent une place importante.

Ce programme commun dresse le constat des défis à relever, d'ordre économique, climatique, énergétique, migratoire, démocratique. Fort des mêmes valeurs, les socialistes européens proposent des solutions à ces enjeux : une véritable relance coordonnée et écologique de l'économie, une stratégie pour éviter le retour des crises financières, des règles pour faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale, une action déterminante de l'Europe pour la placer en tête de la lutte contre le changement climatique, une véritable égalité des sexes en Europe, une politique d'immigration pour le progrès et la volonté de faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement.

Les socialistes européens veulent une Europe forte et progressiste. Leur manifeste citoyen pour une Europe de gauche affirme les politiques répondant à ces principes et veut transformer les défis qui sont devant eux en chances de progrès pour tous.

Ensemble, ils veulent reprendre l'héritage des pères fondateurs, battre les frères prédateurs Barroso et Sarkozy, et avancer vers une Europe du progrès pour tous !

José Lavezzi

En face, une droite sans cohérence

Eurodéputée et numéro deux sur la liste socialiste pour l'Ile-de-France, Pervenche Berès revient sur les contradictions et les mensonges de la droite.

Au Parlement européen, comment la droite a-t-elle voté depuis cinq ans ?

Au moment de la directive Bolkestein, la droite a voté contre l'exclusion des services sociaux et des soins de santé du texte, quand la gauche se battait pour. Aujourd'hui, elle communique sur la nécessité de lutter pour l'emploi des Européens. Pourtant, sur la directive « temps de travail », l'accord au Conseil a été conclu après l'élection de Nicolas Sarkozy. Lui qui prétend, en France, lutter contre les délocalisations, a accepté que certains États membres puissent imposer une durée légale du travail de 65 heures hebdomadaires. Quel autre mécanisme plus incitatif peut-on imaginer aux délocalisations ?

Dans ses discours de campagne européenne, l'UMP prône pourtant une Europe plus protectrice...

Ce n'est pas ce qu'elle a fait ces cinq dernières années. Et lorsque les plans de relance ont été mis en place sous présidence française, tout ce qui pouvait donner de la valeur ajoutée à une intervention européenne a été balayé d'un revers de main.

Aujourd'hui, Michel Barnier (tête de liste UMP pour l'Ile-de-France) vient piocher dans nos mots sur l'emprunt européen. La droite n'a pourtant rien fait au moment de la présidence pour lancer le débat sur l'emprunt européen. Ce sont les socialistes, dans la commission économique et monétaire, puis en plénière, qui ont en permanence mené la bataille.

Si on devait définir la stratégie de la droite en Europe...

Face à la crise, le premier réflexe de la droite a toujours été de dire : « Ne mettons pas en place trop de régulation vis-à-vis d'un secteur bancaire en convalescence. On risquerait de le fragiliser. » Et ensuite elle dira : « La convalescence est passée, quel besoin de casser la reprise ? » La logique à l'œuvre ne tient compte que du marché intérieur et des règles de concurrence qui devraient le régir. C'est une incompréhension totale sur ce qu'est le premier capital de l'Union européenne : son capital humain. La droite européenne lui tourne le dos à 180°.

Propos recueillis par F.C.

100 milliards d'euros tout de suite po

Des investissements
- en matière d'emploi
- pour soutenir le pouvoir
- pour créer des emplois

Les fausses promesses de la droite

« Le PPE est convaincu du besoin d'une Europe forte qui montre au reste du monde qu'il est possible de moderniser l'économie, de créer de nouveaux emplois et préserver l'environnement en même temps. La crise actuelle nous remémore que le développement soutenable, le développement économique durable sont au cœur de toutes nos décisions. »

10

La vérité sur son action

Les conservateurs européens ont, ces dernières années, utilisé leur majorité au Conseil et à la Commission pour déclasser les objectifs environnementaux et sociaux de la stratégie de Lisbonne. La stratégie de Lisbonne est le plan pour la croissance et l'emploi d'une économie sociale de marché durable, proposé et adopté en 2000 par les gouvernements de l'UE, qui étaient alors quasiment tous dirigés par un Premier ministre social-démocrate.

L'attitude négative de la droite à propos de la réalisation des objectifs sociaux au cours de ces dernières années est flagrante. Le meilleur exemple en est la stratégie de Lisbonne. Alors que Lisbonne consacrait la compétitivité au service de la solidarité, la droite n'a retenu que le second volet. Sur la réforme de la politique régionale, par exemple, ils ont incité à la concurrence entre les territoires.

zoom sur

Les moins de 25 ans sont les premières victimes de la crise. Ceux qui sortent actuellement du système scolaire sont confrontés à une chute des embauches. De plus, lorsqu'ils sont en entreprise, leur statut le plus souvent précaire (contrats à durée déterminée, intérim...) les protège moins bien que leurs aînés. Résultat, les jeunes pâtissent souvent des premières mesures de réduction d'effectifs. « Derniers arrivés ; premiers sortis », constate Émilie Mirdjanian,



ur la relance économique de l'Europe

**massifs :
et de croissance ;
d'achat et faire repartir la consommation ;
et soutenir toutes les industries, y compris l'économie verte et innovante**

Coup de jeune sur l'emploi

secrétaire nationale du MJS en charge de l'Europe.

La croissance, déjà en baisse fin 2008, a encore reculé de 1,5 % au premier trimestre. L'annonce par l'Insee, le 15 mai, d'une récession plus forte que prévu fait craindre le pire pour la suite de l'année 2009. Déjà, la hausse du nombre de chômeurs s'élevait à 22,1 % entre mars 2008 et mars 2009. Durant le même laps de temps, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans a augmenté, lui, de 24,5 % et

même de 35,8 % en tenant compte des travailleurs qui n'ont exercé qu'une activité réduite. Au total, le nombre de jeunes chômeurs s'élève à 451 600, soit 119 000 de plus qu'en mars 2008.

Encadrement

Face à la crise, le Manifesto prévoit des propositions à destination des jeunes, en particulier l'encadrement des stages qui camouflent actuellement de nombreux emplois précaires. Il prévoit égale-

ment de favoriser les études dans un pays étranger, à l'instar du programme « Erasmus apprenti » créé par un amendement socialiste en 2005. Ainsi, ces derniers pourraient être les grands bénéficiaires de l'instauration d'un Smic dans chaque pays européen et d'un grand programme d'investissement dans les nouvelles technologies et la protection de l'environnement. « Même si le modèle scandinave n'est pas directement transposable en France, les pays nordiques ont joué un rôle de pionnier dans ces domaines et ce choix produit un effet favorable sur l'emploi des jeunes », assure Emilie Mirdjanian.

Olivier Vilain



Un Pacte européen pour l'emploi pour

Les fausses promesses de la droite

« La récession actuelle devrait être utilisée comme une opportunité pour développer les investissements verts (...) Pour le Parti populaire européen, la création de nouveaux emplois est la priorité de notre projet. »

La vérité sur son action

Pendant plus d'un an, le PPE a sous-estimé l'ampleur de la crise financière alors que les premiers signes d'instabilité sur les marchés sont apparus dès le printemps 2007. Il a en outre tardé à réagir. Le Conseil européen, dominé par la droite, a adopté un plan européen de relance économique en décembre 2008. Actuellement, l'activité économique est en chute libre. Les prévisions économiques tablent sur une croissance négative du PIB de l'UE de 4 % en 2009 et une hausse drastique du chômage avec 27 millions de sans emplois l'année prochaine. Mais les leaders de la droite refusent catégoriquement d'investir davantage dans ce plan de relance économique insuffisant pour empêcher le développement d'un chômage de masse.

La majorité conservatrice et libérale au Conseil des ministres des Finances de l'UE s'est même prononcée « contre l'augmentation du plan de relance », le 9 mars 2009.

Le Conseil européen des 19 et 20 mars lui a emboité le pas en se félicitant des « beaux progrès » réalisés dans la mise en œuvre du plan européen de relance économique de décembre.

- préserver l'emploi ;
- créer de nouveaux
- lutter contre le
- renforcer les droits
- lutter contre le

zoom sur

Poitou-Cha

Les socialistes comptent relancer l'économie européenne, en misant notamment sur la croissance verte. Un pari payant. La preuve avec la région Poitou-Charentes, qui a su anticiper le passage à l'après-pétrole, en privilégiant une croissance respectueuse de l'environnement



créer 10 millions d'emplois verts

**emplois de qualité, notamment 10 millions d'emplois verts ;
chômage de masse ;
des travailleurs ;
chômage des jeunes**

rentes : en vert et contre la crise

et du développement durable, créatrice de 15 000 emplois au cours des quatre dernières années. En témoigne la décision de Ségolène Royal d'entrer dans le capital de l'équipementier Heuliez, à hauteur de 5 millions d'euros. Cette enveloppe doit permettre à une société en cours de création, dont l'activité principale sera d'organiser et soutenir le projet d'Heuliez, de produire un véhicule électrique. Elle constitue surtout l'une des ultimes chances de survie pour ce groupe placé en redressement judiciaire depuis la mi-avril.

Éthanol issu du textile

Suite logique d'une action volontariste qui s'inscrit dans le cadre d'une politique menée de longue date par la majorité socialiste. Au printemps 2007, la chef de file du Conseil régional demandait ainsi à Jacques Barbier, président du pôle d'excellence régional des éco-industries et directeur de la société Valagro, spécialisée dans la valorisation industrielle des agroressources, de lancer des projets innovants. Deux ans après, le territoire poitevin est devenu une véritable

référence en matière d'écocarburants de seconde génération issus des déchets, des co-produits de culture ou des filières bois. Une unité pilote de production d'éthanol, à partir de déchets textiles sera implantée à Melle dès l'an prochain. La Région est également en pointe sur les écocarburants de troisième génération à base de micro-algues. La présidente a d'ailleurs inauguré, le 18 mai, l'unité pilote du Vigeant, dans la Vienne, premier site au monde à expérimenter ce procédé basé sur l'emploi du biogaz.

Cette politique marque la volonté des élus locaux de privilégier la mise en œuvre d'un modèle alternatif au « tout pétrole ». Un plan régional de croissance verte, recensant l'ensemble des mesures menées et intégrant les perspectives pour les années à venir, doit être présenté lors de la session du Conseil régional, le 22 juin prochain.

Bruno Tranchant



Une nouvelle charte

zoom sur L'égalité,

Les fausses promesses de la droite

Dans son programme, le PPE cherche à se montrer exemplaire en matière de parité et d'égalité hommes-femmes : « La promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans tous les processus de décision et dans le marché du travail est un domaine prioritaire. »

« Le congé parental pour les deux parents doit être encouragé. (...) Nous soutenons ... des initiatives lancées par la Commission européenne tenant compte du vieillissement démographique et des nouveaux besoins des familles. »

L'égalité femmes-hommes est au cœur du projet des socialistes. Pour élaborer leur charte, ils s'appuient sur les politiques les plus concluantes avancées dans ce domaine, comme celles menées en Suède et en Espagne.

La vérité sur son action

Le groupe PPE au Parlement européen compte parmi ses membres seulement 24 % de femmes, moitié moins qu'au PSE (41,4 %). Les eurodéputés socialistes ont demandé l'application de quotas similaires aux lois en vigueur en Norvège où les femmes doivent être représentées jusqu'à 40 % au moins dans les conseils d'administration des entreprises, ce à quoi s'oppose le PPE.

Le PSE demande la révision de la directive sur le congé parental 96/34/EC, vieille de 17 ans, afin de renforcer les droits des parents avec l'arrivée d'un nouvel enfant, mais les députés de droite s'y sont opposés. Le 6 mai 2009, les députés conservateurs de l'hémicycle ont bloqué une proposition des eurodéputés socialistes visant à instaurer un congé de maternité de 20 semaines dans l'UE, notamment pour les femmes qui allaitent, et à instaurer un congé paternité de deux semaines.



des droits de la femme

mode d'emploi

Suède : à la maison, c'est moitié-moitié

C'est le point 37 du Manifesto : « Proposer d'établir des droits améliorés au congé parental en s'alignant sur les droits actuels les plus favorables. » En regardant du côté de la Suède, pour l'exemple. Frédéric est ingénieur en télécommunication, militant socialiste français installé en Suède. Depuis trois mois, il est « expert multi tâches ménagères ». Sa compagne a repris le travail neuf mois après la naissance du petit dernier et il a pris le relais au foyer jusqu'à l'intégration en crèche. « Les parents ont 480 jours à prendre jusqu'aux 7 ans de l'enfant, et c'est 50-50, explique-t-il. La sécurité sociale verse 80 % du salaire jusqu'à un plafond, on

ne perd pas grand-chose. » Frédéric travaille pour une entreprise américaine. « J'en ai discuté avec mon chef au travail, c'est très bien vu de prendre ce congé, je serai même encore mieux vu qu'avant car j'assume mes responsabilités de père. » Son chef lui a proposé de nouveaux challenges à relever, « même à la maison, je suis toujours considéré comme un élément actif. Ces congés partagés font partie des changements de société à généraliser. »

Espagne : en guerre contre les violences

Le sujet des violences faites aux femmes est également au cœur du Manifesto. Là encore, les socialistes européens tiennent un exemple de choix, celui de l'Espagne de José Luis Zapatero qui a fait de la lutte contre les violences sexistes une question nationale. « La loi contre les violences sexistes fut la première loi de la législature »,

rappelle Carmen Hermosin Bono, chargée des relations institutionnelles du PSOE. Votée en 2004, cette loi est devenue un modèle dans le monde. Elle s'est enrichie de moyens pour prévenir, sanctionner et éradiquer cette violence et pour prêter assistance aux victimes (création d'une délégation spéciale du gouvernement et d'un observatoire national). En tout, 139 instruments contre la violence sexiste ont été créés, 83 juges ont été nommés pour s'occuper de ces questions, un numéro vert d'aide aux victimes a été mis en place ainsi qu'un plan de sensibilisation national. Le Manifesto le rappelle : « Il faut encourager et soutenir l'Union dans la lutte pour l'élimination de la violence domestique et des violences dirigées contre les femmes. » Les violences sexistes font entre 1,5 et 3 millions de victimes par an dans le monde.

Stéphanie Platat

Un Pacte européen de progrès et préserver

Les fausses promesses de la droite

« En conservant les avantages du Traité de Lisbonne et de la Charte des droits fondamentaux, nous renforçons l'importance des droits des travailleurs et du rôle joué par tous les différents syndicats agissant à travers l'Europe »

La vérité sur son action

Alors que le PPE se vante de défendre les droits des travailleurs et des syndicats européens, leurs actions durant cette mandature prouvent le contraire. Le débat « sur la directive services » ou « directive Bolkestein » est un premier exemple : le PPE soutenait l'ouverture du marché des services pour les entreprises appliquant uniquement la législation et les conventions collectives sur les salaires du pays d'origine. C'est l'application du fameux principe du pays d'origine. Ce qui aurait eu pour conséquence directe de provoquer l'installation de ces compagnies dans les États pratiquant les plus bas salaires et les standards sociaux les moins élevés créant ainsi un « dumping social ». Les socialistes européens, avec l'appui d'autres organisations, des syndicats et représentants de la société civile, se sont opposés avec succès à cette tentative en obtenant une majorité en faveur de l'application de la législation du pays où l'entreprise opère.

Le PPE s'oppose également au PSE dans ses efforts visant à renforcer les droits des travailleurs et des syndicats dans l'Union européenne. Plusieurs arrêts récents de la Cour européenne de justice (affaires Viking, Laval, Rüffert, Luxembourg) remettent en cause les conventions collectives et les droits des travailleurs.

Le Parti socialiste européen réclame une révision de la législation européenne afin de garantir un salaire égal à travail égal et le respect des accords issus des conventions collectives par secteur. Un rapport du Parlement européen rédigé par le socialiste Jan Andersson et soutenu fortement par tous les syndicats reprend cette proposition, mais la Commission Barroso, à majorité de droite, a refusé d'y répondre en proposant une nouvelle directive sur les travailleurs détachés.

Un bouclier social pour
– un salaire minimum
– une « clause de progrès »
– une directive pour

zoom sur

Une « success story » européenne. Tel est le titre d'un rapport consacré au modèle danois. Son auteur, Mogens Lykketoft, fut ministre des finances de 1993 à 2000, au sein du gouvernement social-démocrate mené par Poul Nyrup Rasmussen. On pourrait croire à un exercice d'autosatisfaction, mais ce serait méconnaître la réussite de cette politique volontariste, fondée sur la générosité sociale et le retour à l'emploi. Quand les sociaux-démocrates arrivent au pouvoir, le Danemark se trouve dans une situation désastreuse. « La droite n'avait rien fait contre le chômage, estimant qu'il était impossible d'agir sur les cycles économiques et que les choses se réajusteraient d'elles-mêmes, souligne Mogens Lykketoft. Nous pensions au contraire que cette foi aveugle dans les capacités du marché était une terrible erreur et qu'il était possible de changer la donne. » Des mots qui ont une résonance

social pour lutter contre la précarité les droits sociaux

**les salariés, les chômeurs, les retraités :
dans chaque pays européen pour stopper les délocalisations ;
social » pour qu'aucune directive ne puisse affaiblir nos droits sociaux ;
empêcher les licenciements boursiers**

Les leçons du modèle danois

particulière aujourd'hui, alors que la crise économique secoue l'Europe et que les libéraux au pouvoir sont loin de se montrer à la hauteur.

Solidarité

Pour redresser le pays, le gouvernement social-démocrate mise alors sur une réforme du marché de l'emploi visant à restaurer les droits et devoirs des demandeurs d'emploi. Ces derniers se voient ainsi accorder des indemnités élevées, cal-

culées en fonction de leur salaire annuel de base (90 % pour les salaires allant jusqu'à 2 250 euros mensuels, 50 % environ pour ceux supérieurs à 3 935 euros). D'autre part, ils bénéficient d'une aide efficace dans leurs démarches de retour à l'emploi par le biais de formations, stages, contrats aidés... Certaines formations et autres cours sont dispensés par les syndicats eux-mêmes qui jouent un rôle prépondérant dans ce système.

Les résultats sont au rendez-vous : le taux de chômage passe de 12 à 5 %. 200 000 emplois sont créés. Ces chiffres sont parmi les meilleurs d'Europe. Là où la droite persiste à liquider les acquis sociaux, les sociaux-démocrates ont compris que la solidarité et le progrès social sont les meilleurs garants d'un développement économique qui profite à tous. Voilà pourquoi ils en font une priorité.

Elisabeth Philippe

■
17



Poul Nyrup Rasmussen fut à la tête du gouvernement danois qui a élaboré ce modèle.

Une réglementation efficace pour contrôler les banques

Les fausses promesses de la droite

« Le PPE soutient une réglementation qui améliore la transparence et la surveillance au niveau européen et au niveau mondial. L'architecture financière internationale doit être repensée, nous nous concentrons sur une "meilleure réglementation" et non pas "n'importe quelle réglementation" ».

- une supervision couvrant tous les

- éviter de nouvelles

zoom sur La lutte

La vérité sur son action

Le PPE se targue aujourd'hui d'avoir toujours été ces dernières années un ardent défenseur d'une réglementation forte. En réalité, il n'a cessé de batailler durant la législature pour empêcher ou affaiblir les tentatives répétées des socialistes et sociaux-démocrates européens visant à imposer une régulation et une supervision de tous les acteurs des marchés financiers, fonds d'investissement spéculatifs (hedge funds et private equity) inclus. Jusqu'à l'automne 2008, le PPE s'est opposé avec force à toute régulation des marchés financiers alors que les prémices de la crise financière se faisaient sentir.

Pas plus tard qu'en mai 2008, le PPE proclamait encore que l'autorégulation de l'industrie résoudrait la crise : « Des mesures volontaires doivent être considérées comme l'instrument adéquat pour répondre à toute défaillance. »

A lors que la droite fait mine de découvrir les vertus de la régulation et les méfaits du capitalisme financier, les eurodéputés socialistes, eux, se penchent sur le sujet depuis de nombreuses années. Ils n'ont pas attendu la crise pour envisager la réforme d'un système qui a fait la preuve de ses dérives. Avant même le début des turbulences financières, le PSE avait tiré la sonnette d'alarme sur les risques de crise financière, dans un rapport conjoint de Poul Nyrup Rasmussen, le président du PSE, et de la socialiste néerlandaise Ieke van den Burg, publié en avril 2007. En novembre de la même année, le PSE adoptait sa

des marchés financiers et les fonds spéculatifs

**efficace des marchés financiers
acteurs et les instruments financiers ;**

bulles financières aux effets dévastateurs

socialiste contre les paradis fiscaux

première résolution demandant une régulation des marchés financiers. Les socialistes européens militent depuis longtemps en faveur d'une meilleure supervision du secteur bancaire mais également d'autres acteurs des marchés financiers. L'année dernière, Ieke van den Burg a proposé, la mise en place d'une super-structure visant à garantir que les groupes financiers transfrontaliers soient supervisés à la fois du pays d'origine comme du pays de résidence. Ce rapport fut ardemment combattu par les conservateurs du PPE.

Sommes colossales

Plus récemment, Benoît Hamon a porté au Parlement européen le projet sur le secret bancaire, dans les pas d'Arnaud Montebourg, rapporteur de la mission de l'Assemblée nationale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et les paradis fiscaux, en Europe (1999-2002), et Vincent Peillon, député européen. On estime à 200 milliards d'euros le montant de la fraude fiscale réalisée au sein de l'UE. Rapportée au budget de l'Union en 2008 - 133 milliards d'euros - ou aux montants cumulés des déficits publics, on comprend

combien la perte de ces sommes colossales affecte les États membres. L'addition des plans de relance européens approche 1,5 % du PIB de l'Union, là où la fraude fiscale s'établit à 2 % du PIB.

Dans son rapport, Benoît Hamon recommande à l'Union de mettre à mal le secret bancaire par l'abrogation, d'ici à 2014, du système de retenue à la source encore appliqué par le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique, tandis que le Parlement européen a décidé d'appliquer à tous les États le système d'échange automatique d'information. Pour limiter la multiplication de produits permettant d'échapper à l'impôt, il propose, par ailleurs, que la Commission puisse adapter, sans passer par le vote, la définition des produits d'épargne à l'évolution des marchés dans ce domaine. La lutte contre ces dérives ne passe pas par l'imprécation, mais par l'action.

■
19



Une nouvelle solidarité tous les États membres

Les fausses promesses de la droite

Dans ses dix priorités pour la période 2009-2014, le Parti populaire européen promet de « remanier le financement de l'Union européenne » considéré comme « désuet ». Par des formules incantatoires, la droite européenne estime que la contribution des États est dépassée et qu'il faut trouver des ressources propres à l'Union, sans pour autant accepter l'idée de taxes. C'est flou. Mais ils veulent faire croire aux citoyens que le nouveau budget communautaire qu'ils appellent de leurs vœux permettra de « mieux financer les priorités politiques de l'UE », l'innovation en première ligne.

La vérité sur son action

Le langage volontariste de la droite européenne cache ses réelles intentions. Dans le rapport portant sur la révision à mi-parcours des perspectives financières, les élus UMP ont soutenu un budget de 1% qui sacrifierait l'avenir de la politique régionale (fonds européen de développement économique et régional – FEDER) et la politique agricole (développement rural). Un budget réduit n'aidera certainement pas au relèvement des États membres les plus faibles et à l'harmonisation des niveaux de vie dans l'UE. La droite rejette également les investissements en faveur des technologies vertes au nom de la crise économique. Elle aurait pu empêcher la réalisation de Galileo (concurrent du GPS et garant de l'indépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis, de la Russie, voire de la Chine, dans un secteur ultra stratégique), si les socialistes n'avaient pas trouvé les moyens de le financer. Enfin, quand les socialistes appellent à un renforcement du Fonds de cohésion pour aider les régions et secteurs les plus en difficulté, dans une autre page de son programme, le PPE lui, vante les mérites de « la libre concurrence » qui seule pourrait permettre à l'Europe d'avoir des « ambitions sociales élevées », et tente constamment, au Parlement européen, de baisser les contributions communautaires aux volets sociaux et solidaires de l'UE.

zoom sur

L'Espagne est entrée dans la Communauté économique européenne en 1986, en même temps que le Portugal voisin. Jusqu'en 2007, elle a reçu en moyenne, plus de 20% des aides structurelles accordées chaque année par l'Union européenne. Le PIB par habitant est passé de 72,5% du PIB moyen européen en 1988 à plus de 100% aujourd'hui. En 2006, le taux de croissance du PIB espagnol, de 3,49 %, était même près de deux fois supérieur à la moyenne européenne. Si la soli-



ité mutuelle entre pour sortir de la crise

Avec l'Europe, l'Espagne y gagne

darité entre États membres n'explique pas à elle seule le développement espagnol, elle a largement facilité son expansion. L'objectif des Fonds structurels européens et du Fonds de cohésion est de réduire les déséquilibres entre les territoires qu'ils soient économiques, sociaux ou humains. « La politique de cohésion appliquée à l'Espagne est l'exemple par excellence d'une solidarité européenne efficace », estime Iratxe Garcia Perez, eurodéputée socialiste espagnole.

Renforcer cette coopération

Au moment de son adhésion, l'Espagne faisait craindre un effet de dumping. Comme le mythe du « plombier polonais » en 2005. Le fonctionnement de la solidarité européenne a peu à peu effacé ces peurs. Sur un territoire sinistré au nord de l'Espagne, dans la ville de Gijón, l'UE a ainsi contribué, sur la période 2000-2006, à hauteur de 10,5 millions d'euros dans le projet Urban II. Il s'agissait d'augmenter la qualité de vie de quartiers dégradés en favorisant le développement urbain durable, le plein emploi et l'inté-

gration sociale des plus défavorisés. Dans ce cadre, un programme d'insertion socioprofessionnelle des jeunes a vu le jour en 2004. Et 24 jeunes d'un quartier ont pu bénéficier de 1000 heures de formation à la maçonnerie et à la prévention des risques du travail.

Reste que, pour Iratxe Garcia Perez, « au vu des nouveaux enjeux internes à l'UE, la crise économique, le vieillissement de la population, le chômage des jeunes, il est plus que jamais temps de renforcer cette solidarité et cette coopération, après avoir misé essentiellement sur la libéralisation économique. Le budget dédié aux fonds d'aide européens pour l'équilibre entre les territoires et les hommes doit être augmenté. C'est aussi une manière de lutter contre les délocalisations ».

Fanny Costes



La requalification de la rivière Fensch (Lorraine) est en partie financée par les fonds européens

Une proposition européenne pour

**- pour le développement
- contre la pauvreté dans**

Les fausses promesses de la droite

Les discours de la droite en campagne insistent particulièrement sur la « grande » capacité des chefs d'État français et allemand à imposer leurs vues lors du G20. Ils auraient participé à inscrire dans les priorités du G20 la recherche d'outils pour une régulation économique mondiale et contribuer à augmenter les fonds du FMI. Mais, si elle se plaît également à parler d'immigration et de sécurité européenne, la droite ne s'étend pas sur la réduction des inégalités mondiales ou sur la réduction de la pauvreté.

■
22

La vérité sur son action

Nul besoin de rappeler qu'aucun plan de relance coordonné en Europe n'a été mis en œuvre. Difficile alors pour la droite d'évoquer plus de régulation économique mondiale quand elle est incapable de l'imposer à l'échelle de 27 États. La droite a par ailleurs prouvé, ces dernières années, son désintérêt pour l'aide au développement et la réduction de la pauvreté. Pas de juste échange ici, mais plutôt des échanges unilatéraux. Elle cherche par exemple à s'imposer sur les marchés alimentaires africains quand il faudrait soutenir la souveraineté alimentaire de ces pays. De plus, elle est revenue sur ses engagements pris en 2001, visant à consacrer 0,7% de son budget au développement en 2015, en amorçant en 2007 une chute importante de cette aide, passant de 0,41% à 0,38%. Elle a également refusé, au Parlement européen, toute idée de taxe éthique ou Tobin. Enfin, dans son programme, elle ne cache pas son souhait de développer les cultures OGM pour nourrir la planète : « Nous proposons la recherche et le développement de nouvelles technologies (y compris GM) pour l'alimentation humaine et animale et la production énergétique. »

zoom sur La

Depuis sa création, l'Union européenne a instauré des règles qui lui ont permis d'accéder à la sécurité alimentaire tout en protégeant ses agriculteurs et ses éleveurs. La PAC en a été l'instrument principal. Reste qu'au Sud, sur le continent africain en particulier, la sous-alimentation n'a fait qu'augmenter ces dernières années. Les pays en développement subissent de plein fouet



une « nouvelle donne » mondiale

**durable ;
les pays en développement**

fibres du juste échange

les importations européennes et occidentales qui concurrencent les productions locales et rendent les populations de plus en plus dépendantes des règles du marché. Parmi les priorités des socialistes européens, figure donc la nécessité d'un juste échange. L'une des pistes : importer davantage de produits venant des pays en développement tout en favorisant ceux qui respectent l'environnement.

D'ailleurs, les socialistes n'attendent pas d'être majoritaires au Parlement européen pour aller dans ce sens. En Bretagne, les élus socialistes ont signé, en janvier 2008, un accord avec l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) pour importer jusqu'en 2010, 3000 tonnes de coton biologique venu du Mali ou du Burkina Faso. Pour la région socialiste, la raison est simple : « Le PIB cumulé des 8 pays de l'UEMOA (80 millions d'habitants), c'est la moitié du PIB de la Bretagne (3 millions d'habitants) ! Les pays du sud doivent entrer dans les flux économiques mondiaux. Mais il faut une éthique du développement, fondée sur l'intérêt réciproque et des processus coopératifs. » Dix villages de la région de Fada N'Gourma, au Burkina Faso,

et 20 villages de la zone de la haute vallée du Niger au Mali sont concernés. Par ailleurs, selon l'accord, la culture et l'égrenage du coton se font dans ces pays, le filage au Maroc et la fabrication des vêtements dans quatre entreprises bretonnes. Le but est de financer en trois ans la conversion à l'agriculture biologique de quelque 5000 producteurs. La Bretagne s'est engagée sur un investissement de 342 millions de Francs CFA (520 000 euros), accompagnée par l'UEMOA qui promet 142 millions de francs CFA (216 000 euros). « Le coton bio est payé 310 francs CFA le kg (prix garanti) dont 34 FCFA pour la coopérative de producteur (financement d'actions de développement). Alors que le prix du coton conventionnel ne cesse de baisser (150 francs CFA) et se vend souvent en deçà du prix de revient. Et la demande des pays du nord en coton bio est croissante et durable », estime encore la région. Un exemple de juste échange qui devrait s'imposer comme une règle dans l'UE.



Hwa-Qui / SUPERSTOCK/ISIPA

**L'aide bretonne à la création
d'une filière de coton biologique
en Afrique va permettre à
5 000 producteurs de travailler**

Fanny Costes

L'Ouest, un développement

L'eurorégion Ouest possède la première agriculture « terrienne » de France et flirte avec la première place pour ce qui est de la pêche. Ces deux secteurs figurent parmi les enjeux des socialistes au Parlement européen. Agricole, l'Ouest est également une région industrialisée et n'est donc pas épargnée par la crise.

L'avenir est dans le pré

La région Ouest avec la Bretagne, le Poitou-Charentes et les Pays de la Loire est la première région agricole française. La seule Bretagne concentre plus de 38 000 exploitations et l'agriculture bretonne emploie plus de 63 000 personnes. Elle repose sur l'intensification des productions animales, fourragères et légumières. Elle est au premier rang des régions françaises pour le lait, la viande porcine, les volailles de chair, et les œufs. « C'est une région laitière, animale, céréalière, une vraie région de polycultures, explique Stéphane Le Foll, deuxième de la liste socialiste. C'est une agriculture assez mixte, représentative de l'agriculture dans sa diversité. » Aussi, la politique agricole commune (PAC) concerne-t-elle au premier chef cette eurorégion. Or le premier bilan de santé de la PAC ne va pas dans le sens souhaité par les socialistes. « Nous proposons un changement de ligne positif pour mieux tenir

compte des besoins publics qui s'expriment en Europe », explique Stéphane Le Foll. L'enjeu est de semer pour récolter une agriculture à haute valeur ajoutée, économique, écologique et sociale. « Économique parce que l'agriculture doit produire, la notion de revenus n'est en effet pas accessoire, détaille Stéphane Le Foll. Écologique car il en va de la durabilité de l'activité agricole. Or pour réduire les pesticides, il faut changer de modèle de production. Sociale enfin, car la question de l'emploi est importante dans le secteur. » La région Ouest enregistre en effet le plus grand nombre d'installations de jeunes agriculteurs par an. Il s'agit donc de défendre une meilleure distribution des aides pour favoriser ce nouveau type d'agriculture.

L'Ouest est également une région laitière, un secteur actuellement en crise. Stéphane Le Foll commente : « C'est le résultat d'une situation de marché défavorable, due à une dérégulation du marché du lait ; il faut donc défendre les mécanismes de régulation du marché agricole et soutenir les quotas laitiers. »

Soutenir la pêche artisanale

Boulogne-sur-Mer reste le premier port de pêche français, mais une grande activité anime également les côtes de la



Nantes

région Ouest : pêche maritime, thon, anchois, conchyliculture comprise. Pour exemple, le Poitou-Charentes enregistre une vente annuelle sous criée de 9192 tonnes et de 27 500 huîtres creuses, près de 44 000 unités pour la Bretagne. Aujourd'hui, la principale question est celle de la préservation des ressources. « Il y a une logique de durabilité à mettre en œuvre », résume Stéphane Le Foll. Et ce pour assurer le renouvellement des fonds. Cela passe par un soutien à la pêche artisanale largement présente dans l'Ouest. « C'est une pêche



qui n'a que peu de conséquences négatives sur les ressources maritimes, mais qui maintient beaucoup d'emplois, explique l'eurodéputé sortant. Il faut développer une politique de pêche artisanale adaptée et rénovée et aboutir ainsi à une pêche durable pour les ressources et pour les emplois. » Les années 2010, 2011 et 2012 s'annoncent cruciales pour le secteur. « Il existe une grande pêche industrielle au large, cette pêche doit exister, mais elle est destructrice. Elle doit donc être davantage régulée, notamment par des quotas. »

Reconvertir pour sortir de la crise

La région Ouest subit la crise comme les autres eurorégions françaises. Sur son territoire sont implantés de nombreuses entreprises automobiles et des sous-traitants, notamment dans la Sarthe et dans l'Ille-et-Vilaine. Le cas Heuliez, à Cerizay dans les Deux-Sèvres, est le plus emblématique. L'équipementier automobile qui emploie 1014 personnes a été placé en redressement judiciaire pour une période d'obser-

vation de six mois, le 15 avril dernier. Fin avril, la CFDT avait indiqué que l'administrateur judiciaire annoncerait vers le 15 mai un plan social prévoyant la suppression de 292 emplois sur un millier. Ce plan a finalement été reporté. « Ce n'est ni une bonne ni une mauvaise nouvelle, explique Emile Bregeon, délégué CFDT. Tous les scénarios sont possibles et le nombre de salariés dans le plan social peut même évoluer. Pour nous, il va de zéro à mille. » La survie d'Heuliez passe par une reconversion de l'entreprise. « Les entreprises sont obligées de s'appuyer sur la région car l'État ne fait rien, explique Stéphane Le Foll. Nous allons nous battre pour solliciter le fonds de restructuration européen de 500 millions d'euros que nous aimerions voir passer à 1 milliard. Il faut assurer la mutation de notre industrie automobile vers, notamment, la fabrication de nouveaux modèles, de véhicules moins polluants, qui consommeraient moins, des voitures hybrides par exemple. C'est en cela que l'Europe peut donner un coup de pouce pour que les salariés passent au mieux cette période de tempête. » L'enjeu pour Heuliez est de trouver 45 millions d'euros nécessaires à la reconversion de l'entreprise dans la construction de voitures électriques. Une reconversion qui pourrait lui assurer une pérennité.

Stéphanie Platat



Comment s'est déroulé votre début de campagne ?

Je suis entrée il y a un peu plus d'un mois dans la campagne, ayant encore deux sessions à suivre au Parlement européen. Depuis, je suis plongée dans une campagne de proximité dans les 13 départements de ma région. Toutes les fédérations sont mobilisées, les élus font des efforts fabuleux. Marylise Lebranchu et Louis Le Pensec sont venus nous soutenir. Mon objectif est d'être identifiée partout pour que la liste socialiste soit connue jusque dans les communes de 600 habitants. L'important est d'aller partout où on peut accrocher des électeurs pour leur parler d'Europe, au contraire de Nicolas Sarkozy qui a tout intérêt à ne pas en parler. Je distribue des tracts faits maison qui reviennent sur des dossiers connus. J'explique le vote socialiste sur ces sujets que je compare au vote Modem par exemple. Il faut faire simple et pédagogique.

Sur quels points du programme insistez-vous ?

Je mets en avant le fait que les 27 partis socialistes européens

« Chercher chaque voix socialiste »

Bernadette Vergnaud mène une campagne de conviction dans l'eurorégion Ouest. La tête de liste socialiste a décidé de ratisser chacun de ses départements pour faire triompher les idées sociales portées par les socialistes.

se sont unis sur un programme commun dans le respect des idées des pères fondateurs.

Je décline des points concrets comme le volet emploi et social. Je parle de progrès social avec la défense des salariés, l'égalité salariale hommes-femmes, je défends les congés maternité et paternité. J'explique notre proposition de salaire minimum européen égal à 50, voire 60 % du salaire médian. J'insiste sur le fait que nous nous battons pour une harmonisation sociale vers le haut, défendue en son temps par Jacques Delors. J'insiste aussi beaucoup sur le volet environnement et croissance verte. Je plaide enfin pour la mise au point d'un plan de relance coordonné en Europe.

Quelles sont les grandes étapes de votre campagne ?

Nous menons de nombreuses réunions publiques à Nantes, Rennes, Machecoul, à Lorient... Mais je fais également beau-

coup de marchés. J'étais à Nantes vendredi matin, à Laval l'après-midi. Je recherche la proximité avec les électeurs, c'est également un bon moyen pour attirer l'attention des gens. On peut parler environnement avec le commerçant bio, parler PAC aussi.

Nous avons un grand meeting, le 27 mai, à Rezé, près de Nantes. Les élus de la région seront là ainsi que Martine Aubry, Ségolène Royal, mes co-présidents de comité de campagne. Jo Leinen, député allemand, et Maria Badia i Cutchet, députée de Catalogne, seront également présents. Je finirai ma campagne le 2 juin, à Poitiers, où je vis depuis trente ans, avec plus de treize ans de présidence de section. Je vais terminer dans ma ville. Nous faisons une vraie campagne de conviction. Nous irons jusqu'au bout, chercher chaque voix socialiste.

**Propos recueillis
par Stéphanie Platat**



L'égalité femmes-hommes en Europe

● Les faits

L'égalité des genres est un droit fondamental et une valeur forte de l'Union européenne. Notre objectif consiste à atteindre une participation équilibrée des femmes et des hommes dans la vie politique, sociale et économique, ainsi qu'en matière de vie professionnelle et de vie familiale.

● Les acquis socialistes

Nous avons obtenu la création de l'Institut Européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Basé à Vilnius, en Lituanie, ce centre apporte un soutien en termes d'expertise et d'amélioration des connaissances, ainsi que de la visibilité aux questions d'égalité femmes-hommes. Nous avons obtenu du Conseil une augmentation de 50% du budget alloué au programme DAPHNE de lutte contre les violences faites aux femmes. Nous lançons régulièrement des campagnes européennes sur ces sujets : contre la prostitution forcée lors de la Coupe du monde de football, pour l'égalité salariale, pour la légalisation de l'avortement...

Mais nous devons poursuivre nos efforts : l'inégalité salariale s'élève en moyenne à 15 % pour un travail égal, 500 000 femmes par an sont victimes de la traite d'êtres humains en Europe de l'Ouest, 13 % des femmes en Europe sont victimes de violences domestiques, elles ne représentent que 17,1 % des chefs d'entreprise et sont peu représentées dans les instances politiques.

● Nos propositions

- La création d'une Charte européenne des droits de la femme pour améliorer les droits effectifs des femmes dans toute l'UE et pour établir des mécanismes assurant l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique ;
- La révision de la directive sur le congé parental pour donner les mêmes droits aux hommes et aux femmes ;
- L'amélioration de la conciliation vie professionnelle/vie familiale par l'accueil accru d'enfants dans les services de petite enfance et les classes maternelles (objectif européen de 33 % d'enfants de moins de 3 ans accueillis dans les services de petite enfance et de 90 % de scolarisation en classe maternelle) ;
- La légalisation de l'avortement et les mêmes droits des femmes à disposer de leur corps dans toute l'UE ;
- L'intensification de la coopération européenne pour mieux lutter contre le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle, dont les victimes sont majoritairement des femmes ;
- La création d'une « année européenne contre les violences faites aux femmes » et l'intensification de la lutte contre ces violences.

Les votes de la droite

- Elle a voté contre notre proposition de créer un revenu minimum pour les femmes les plus désavantagées, notamment les femmes célibataires.
- Elle a voté contre notre proposition de réviser la directive sur le congé parental.
- Elle vote systématiquement contre toute proposition de légalisation de l'avortement.
- Le « programme » du PPE ne propose rien en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, rien pour une représentation politique paritaire entre femmes et hommes et rien sur les droits sexuels et reproductifs.



Aide au développement : respecter la parole donnée

● Les faits

L'Union européenne est le premier bailleur de fonds mondial pour l'aide au développement. En 2001, l'UE a pris un engagement fort : consacrer 0,7 % de sa richesse au développement en 2015. Mais en 2007, elle a tourné le dos à cet engagement, avec une chute brutale de son effort collectif (passé de 0,41 à 0,38 %). Avec la crise, les pays de l'UE ont engagé des réductions draconiennes de leurs budgets d'aide au développement pour 2009 (- 50 % pour l'Italie, - 10 % pour l'Irlande...). Pour nous, l'aide au développement – déjà insuffisante – ne doit pas servir de variable d'ajustement. Les socialistes se sont investis collectivement pour que la solidarité internationale revienne au cœur des priorités politiques de l'UE. C'est la première responsabilité de l'UE en matière de solidarité internationale : le respect de la parole donnée.

● Les acquis socialistes

Le groupe socialiste a obtenu un engagement fort du Parlement européen en faveur de l'adoption d'un calendrier contraignant, de 2009 jusqu'en 2015, fixant un objectif annuel d'aide publique au développement (APD), pour atteindre l'objectif collectif promis de 0,56 % du revenu national brut (RNB) en 2010 et de 0,7 % en 2015.

● Nos propositions

Outre le respect des engagements de l'UE, point sur lequel nous resterons vigilants, les socialistes sont également à la pointe du combat pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement :

- Fin du « chantage à l'aide », qui autorise l'Europe à reprendre d'une main ce qu'elle donne de l'autre ;
- Accélération de la réduction et de l'annulation de la dette ;
- Mise en place de mécanismes de financement novateurs, du type « taxe Tobin » ou taxe éthique.

La schizophrénie de la droite

Les parlementaires de la droite européenne de plusieurs États membres plaignent à Bruxelles pour le respect des engagements sur l'aide, quand leur gouvernement au pouvoir réduit l'aide de façon draconienne dans leurs États respectifs !

Ceci est particulièrement vrai pour la France, qui fait figure de « mauvais élève » : au lendemain de son élection, Nicolas Sarkozy a fait le choix de renoncer à l'engagement de la France d'atteindre dès 2012 l'objectif des 0,7% du RNB de la France à l'APD.

Les votes de la droite

- Elle vote en faveur de la spéculation sur les biens alimentaires et condamne les mesures prises dans les pays en développement pour maintenir les ressources alimentaires nécessaires à leur autosuffisance.



Une politique d'immigration pour le progrès

● Les faits

Nous voulons une politique d'immigration qui accorde davantage de place à l'immigration légale, qui favorise l'intégration, qui respecte les droits fondamentaux et qui engage un véritable dialogue avec les pays tiers.

● Les acquis socialistes

- Nous avons obtenu que les patrons voyous qui exploitent les travailleurs en situation irrégulière puissent être sanctionnés. Alors que le texte initial visait principalement à lutter contre l'immigration illégale, nous avons réussi à le transformer en un instrument qui garantit des droits aux travailleurs clandestins : droit de recours contre l'employeur, paiement des arriérés de salaire, possibilité d'obtention d'un permis de séjour temporaire...
- En matière d'immigration légale, un premier pas timide a été réalisé avec l'adoption d'une « carte bleue » européenne permettant de faciliter l'accès des travailleurs hautement qualifiés (et de leur famille) au marché du travail européen. Nous avons également œuvré à la création d'un socle commun de droits pour les travailleurs migrants en situation régulière, incluant notamment des conditions de travail similaires à celles applicables aux travailleurs nationaux, et le transfert vers le pays d'origine des droits accumulés en matière de retraite.

● Nos propositions

- Une politique d'immigration légale basée sur des règles justes, qui ne se limite pas à un pillage des cerveaux des pays tiers ;
- La révision des règles sur le regroupement familial afin qu'elles soient plus respectueuses du droit à vivre en famille et de l'intérêt supérieur de l'enfant ;
- Le développement de mesures favorables à l'intégration des migrants, telles que l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la formation, au logement et aux soins de santé, ou encore la participation aux élections locales et européennes ;
- Une politique d'accueil des réfugiés plus équitable et plus protectrice pour mettre fin à la loterie actuelle en matière de droit d'asile ;
- Une politique de lutte contre l'immigration clandestine axée sur le démantèlement des réseaux de trafic des êtres humains et non pas sur la répression des migrants, qui sont eux-mêmes des victimes.

L'Europe-forteresse de la droite

En votant pour la directive « retour » (UMP) ou en s'abstenant « courageusement » (Modem et Nouveau Centre), la droite a cautionné, avec la bénédiction de la présidence française, des mesures attentatoires à la dignité humaine, liberticides, disproportionnées et dangereuses pour les personnes vulnérables : durée de rétention allant jusqu'à 18 mois pour des personnes qui n'ont commis aucun crime, expulsion de mineurs non accompagnés, y compris vers des pays de transit dans lesquels ils n'ont aucune attache, refus de l'accès aux soins de santé...



Vincent Peillon à l'offensive

Dans la région Sud-Est, Vincent Peillon ne ménage pas ses efforts pour mobiliser. L'Hebdo a suivi la tête de liste et son équipe lors d'une étape lyonnaise marquée par un déplacement dans les villes populaires à la périphérie de la capitale des Gaules et par un meeting réussi.

Cette étape lyonnaise est une journée importante pour Vincent Peillon, tête de liste de la région Sud-Est, Sylvie Guillaume, numéro deux, et Farida Boudaoud, numéro quatre. L'objectif est clair : mobiliser dans la banlieue Est de la capitale rhodanienne, longtemps aux mains de la droite. Ces villes ouvrières ont été les premières à basculer à gauche avec l'élection du socialiste Charles Hernu à la mairie de Villeurbanne, en 1977. Depuis, l'Est de Lyon a été élu avec constance des socialistes, avant de servir de base de conquête de la capitale régionale, puis de la métropole, du département et enfin de la Région.

En cette soirée du 12 mai, une petite foule, massée devant la salle de spectacle de Décines, attend les trois candidats accompagnés ce soir-là de Karim Zéribi, numéro trois de la liste et Jean-Jack Queyranne, le président de Région. 400 personnes sont au rendez-vous, la campagne prend. « Objectif atteint. On a impliqué à fond les secrétaires de section des envi-



Sur le marché du Mas-du-Taureau, quartier de Vaulx-en-Velin

rons », souffle Jean-Christophe Vincent, responsable des élections à la fédération du Rhône et secrétaire général du groupe PS à la Région Rhône-Alpes.

Deux visions

Vincent Peillon passe à l'offensive : « Le PS doit afficher sa volonté d'être devant l'UMP le 7 juin, sinon Nicolas Sarkozy s'attribuera la victoire et l'utilisera pour continuer ses réformes. Le PS est l'objet de moqueries incessantes, mais c'est la droite qui a perdu les deux dernières élections européennes, non ? » Pendant deux heures, les questions fusent. Une militante interpelle les candidats : « Je ferai tout pour que les socialistes gagnent, mais face au démantèlement des services publics, le PS doit hausser le ton. Les gens l'attendent ! » Salve d'applaudisse-

ments. Vincent Peillon prend le micro : « L'Europe ne serait ni de gauche, ni de droite... Il y a en réalité deux visions. La nôtre, c'est celle d'une Europe intégrée, avec un budget enfin digne de ce nom, une politique de l'emploi, une politique de croissance. Aujourd'hui, l'Europe dominée par la droite est incapable de coordonner une politique de relance. » Des militants s'étonnent que le message ne soit pas toujours relayé. « La campagne européenne est escamotée par certains qui y ont intérêt, leur répond le candidat. Au XIX^e siècle, les socialistes faisaient face aux puissants. Ils sont toujours là ! Les Bouygues, les Lagardère, les Bolloré, ne comptez pas sur eux pour faire campagne ! Vous ne serez pas aidés par TF1 ! Les puissants des médias ne vont pas faire la campagne des quartiers et des progressistes. »

Le lendemain matin, la bonne nouvelle se confirme : le même soir, l'UMP tenait une réunion nationale à la Cité internationale de Lyon. Le parti n'a pas fait le plein, malgré la présence de poids lourds comme Xavier Bertrand. « Lors de notre meeting national du 3 juin, nous serons forcément plus nombreux », commente Farida Boudaoud, adjointe au maire de Décines et conseillère régionale. « Les discours se polarisent depuis quelques jours. Face à Nicolas Sarkozy qui tente de casser les services publics, le message socialiste passe bien », analyse Sylvie Guillaume, qui est conseillère régionale et adjointe au maire de Lyon après avoir été, pendant dix ans, la secrétaire fédérale du Rhône.

S'assumer

Les candidats se rendent à Vaulx-en-Velin pour rencontrer des habitants réunis par la conseillère générale Hélène Geoffroy, avant de distribuer des tracts sur le marché du Mas-du-Taureau. Un quartier miné par la précarité, où la participation est traditionnellement très faible. En fin de matinée, les candidats socialistes rencontrent, à la terrasse d'un café, plusieurs militants de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), de la Cimade, du Collectif Roms et du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF). Parmi eux, Katia Portarollo, militante de la LDH et du PS : « Je viens

pour m'informer. Je rapporterais ensuite sur le terrain ce que j'ai entendu. » Vincent Peillon se fait alors pédagogue : « Privatiser l'Éducation nationale, mettre à sac le système de santé, faire pleuvoir les cadeaux fiscaux... Est-ce que la droite a des pudeurs ? On doit s'assumer en tant que socialiste ; défendre nos projets de salaire minimum dans chaque pays d'Europe et d'harmonisation fiscale. Ne pas voter, c'est laisser l'Europe s'intégrer à l'Otan, c'est la chasse aux sans-papiers, c'est instrumentaliser les peurs. » Après un déjeuner avec de nombreux élus locaux, le cap est mis sur les entreprises. Les candidats se rendent à Saint-Fons. Au programme : visite d'une pépinière d'entreprises qui bénéficie de subventions européennes. Plus de 80 PME et 183 emplois sont hébergés dans

La Coursive. Ils profitent ainsi de la mutualisation de nombreux services et de faibles loyers. Une réussite. « Certes, il y a les avantages financiers qui permettent de créer son entreprise, mais le plus important c'est de ne pas être isolé. Il y a la machine à café, on peut échanger très rapidement sur un problème », souligne Pascal Viola, fondateur d'Alyance, une société de formation. « Nous avons besoin d'une politique industrielle en Europe, de programmes concentrés qui auront des retombées sur l'ensemble des PME, affirme alors Vincent Peillon. Plutôt que le saupoudrage de crédits auquel on assiste. » En finir avec la politique de façade pour, enfin, agir. Vraiment.

Olivier Vilain



Vincent Peillon et Farida Boudaoud avec des militants associatifs

Catherine Trautmann à

Les citoyens doivent se réapproprier la construction européenne. C'est en substance le message diffusé par les candidats socialistes du Grand-Est durant cette campagne. À la rencontre des Lorrains, le 16 mai, l'équipe emmenée par Catherine Trautmann a poursuivi ses rencontres avec les travailleurs, syndicats et associations, pour défendre une Europe qui partage et protège.

« Nous sommes ici au cœur d'une grande région transfrontalière qui rassemble les départements de Moselle et Meurthe-et-Moselle, mais aussi les villes luxembourgeoises, belges et allemandes de la Sarre. D'où l'importance pour l'Europe de constituer des territoires solidaires sur le plan de l'activité, de l'éducation ou de l'accès à la culture », lance Catherine Trautmann, ce samedi 16 mai. À l'heure du déjeuner, une centaine de militants et d'élus se sont réunis à Mexy pour un déjeuner-débat sur l'Europe. Accompagnée de ses colistières Aurélie Filippetti et Catherine Boursier, Catherine Trautmann souhaite écouter les craintes et les attentes des différentes composantes de la population pour proposer, le 3 juin, à Metz, « un contrat d'engagement des socialistes du Grand-Est sur la base d'une Europe concrète et utile ». Dans les départements de Lorraine frontaliers avec le Luxembourg,



Catherine Trautmann avec l'association des travailleurs frontaliers

la Belgique et l'Allemagne plus au nord, la question des échanges n'est pas nouvelle. « L'Europe, ici, les gens la vivent au quotidien. À Thionville, ville de 43 000 habitants, 8 000 personnes passent tous les matins la frontière luxembourgeoise pour aller travailler. Sur l'espace mosellan, c'est le cas de 70 000 personnes », a rappelé, plus tôt dans la matinée, le maire PS de Thionville, Bertrand Mertz, lors du jumelage entre la section socialiste de sa ville et celle d'Esch-sur-Alzette au Luxembourg. Car dans ces territoires, les grands discours sont inutiles, la population fait face à des problèmes concrets.

Provoquer le débat

Après le déjeuner et un échange avec la presse locale, Catherine Trautmann et son équipe en ont un aperçu. L'association des travailleurs frontaliers, des salariés français qui travaillent en Belgique ou au Luxembourg, souligne les incohérences auxquelles ces

travailleurs sont confrontés. « Nous sommes soumis au système de sécurité sociale belge. Nous cotisons comme tout salarié belge. Nous considérons que, dépendant en totalité de la sécurité sociale belge, il n'est pas honnête de nous imposer de participer de 50 centimes d'euros sur chaque acte médical ou boîte de médicament en France. C'est absurde car la France est ensuite remboursée par la Belgique qui nous prend en charge », explique l'un de ses membres. À l'inverse, lorsqu'ils sont licenciés, ils ne peuvent pas bénéficier du système de pré-retraite belge dont profitent leurs collègues, et doivent pointer en France. Par manque d'harmonisation, ils sont en fait victimes d'une forme de discrimination entre le travailleur national et le travailleur frontalier. Des témoignages auxquels la tête de liste socialiste du Grand-Est réagit sans ambiguïté. Elle propose d'inscrire dans le calendrier du groupe socialiste au Parlement européen une réunion sur ce sujet,

l'écoute du Grand-Est

afin de provoquer un débat dans l'hémicycle.

Car l'Union européenne peut agir. Preuve en est faite dans l'après-midi. Catherine Trautmann rencontre les élus de Florange. Ils lui présentent les premiers travaux de requalification de la rivière Fensch qui arrose l'ensemble de la vallée. Des travaux rendus possibles grâce à la participation des fonds européens et de la région.

Au service des hommes, pas du marché

Pourtant, l'Union européenne ne joue pas tous les rôles qu'elle pourrait assumer. Et en cette période de crise, les dirigeants des États européens comme la Commission n'ont pas apporté les réponses communes pour rassurer les salariés et préparer l'avenir. À l'écoute des syndicats de la sidérurgie et d'Arcelor Mittal réunis dans une salle de

la mairie de Florange, les socialistes vérifient une fois de plus l'urgence à mettre en route l'Europe sociale. « Si on s'est battu pour Gandrange, ce n'est pas " seulement " pour les 600 emplois menacés, mais aussi pour l'avenir de tout un territoire où la fabrication de l'acier est une tradition, insiste Didier Zint, secrétaire général de la CFDT métallurgie-sidérurgie de Nord-Lorraine. Il faut changer les règles de gouvernance des entreprises européennes. C'est quand même incroyable de voir qu'un grand groupe comme Arcelor-Mittal ne met pas en place des comités d'entreprise européens où les représentants des salariés des différents pays pourraient se rencontrer, élaborer des politiques de croissance et discuter avec leurs dirigeants. » Le programme commun des socialistes européens appuie cette idée et apporte des solutions. « Seule une vraie politique



industrielle européenne pourra les aider », confirme Aurélie Filippetti. « Le fonds d'ajustement à la mondialisation doit être mobilisé pour les restructurations, mais il est insuffisamment doté. Les moyens sociaux du Fonds social européen sont insuffisants face à la crise. » « Il faut les augmenter, poursuit Catherine Trautmann. Ensuite, il faut que l'Europe ait des sanctions à sa disposition. La Commission européenne a pu condamner Microsoft, pourquoi ne pourrait-elle pas condamner le non-respect des engagements pris par une entreprise qui achète une entreprise européenne, casse l'emploi et joue la concurrence de manière malhonnête ? » Après la paix entre les peuples, l'Europe doit aujourd'hui s'orienter vers « la paix civile et sociale ».

■
33



Catherine Trautmann à l'écoute des syndicats de la sidérurgie, secteur menacé du Grand-Est

Fanny Costes

Journée marathon pour

Tête de liste socialiste de la région Ouest, Bernadette Vergnaud sillonne le territoire pour « faire vivre notre beau projet européen » et pour que le 7 juin prochain, une majorité socialiste puisse fêter dignement les 30 ans de l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen.

Nous sommes le 13 mai. Aujourd'hui, Bernadette Vergnaud fait campagne en Charente-Maritime. Une journée de quatorze heures denses. La tête de liste de l'eurorégion Ouest est notamment accompagné de la régionale de l'étape, Françoise Mesnard, numéro cinq de la liste et vice-présidente du Poitou-Charentes. Premier geste militant de la journée, une séance de tractage sur le marché de Saint-

Jean d'Angely. La candidate et sa colistière sont d'humeur joviale. Elles s'amuse de la remarque d'un passant leur assurant voter, le 7 juin, pour « la frisée ». Une allusion à la chevelure de la tête de liste. Le tour de chauffe effectué, il est temps de se rendre à Rochefort où l'équipe a rendez-vous pour un entretien en direct sur la station de radio locale, Demoiselle FM. Durant l'émission, Bernadette Vergnaud met en garde contre l'abstention : « Tous les jours, nous rencontrons des personnes en souffrance. Si on ne se mobilise pas, si on se replie sur soi, les choses ne changeront pas. » Il est 12h30. Pas une minute à perdre. En voiture, direction le port de plaisance de la ville pour un déjeuner avec les élus locaux. Au centre des discussions, la campagne, bien évidemment : coordina-

tion du meeting du soir, stratégie de déploiement des forces militantes sur le terrain, commentaire des derniers articles sur les adversaires... Le café avalé sur le pouce, il est déjà temps de repartir.

La « rose verte »

L'équipe se rend au siège de Simair, une entreprise d'assemblage dans le secteur de l'aéronautique. Après une présentation des différentes activités de l'entreprise qui emploie plus de 180 personnes en CDI, la candidate et sa colistière visitent les lieux de production. Cette usine modèle favorise le bien-être de ses salariés : elle a appliqué les 35 heures avant l'heure, pratique la modulation du temps de travail, notamment pour les femmes, et sera aux normes de la directive Reach sur les produits toxiques dans quelques mois alors que le texte prévoit dix ans pour la mise en application. Bernadette Vergnaud, surnommée affectueusement la « rose verte » par ses collègues eurodéputés, en référence à ses nombreuses luttes en faveur du développement durable au Parlement de Strasbourg, ne peut qu'apprécier une telle politique. Toujours au pas de charge, la troupe socialiste court au rendez-vous suivant, une rencontre avec les responsables syndicaux du département. Là



Bernadette Vergnaud en direct sur Demoiselle FM

Bernadette Vergnaud



Bernadette Vergnaud visitant l'entreprise Simair

encore, la tête de liste met l'accent sur la nécessité de mobilisation, le 7 juin prochain, face à un auditoire désireux de voir un jour se concrétiser l'Europe sociale. Bernadette Vergnaud revient sur les votes des socialistes ces cinq dernières années et expose les marges de manœuvre dont disposerait un Parlement de gauche. Un exemple retient particulièrement l'attention des syndicalistes : la nécessité d'une harmonisation fiscale. La rencontre s'achève dans une ambiance conviviale. Il est 18 heures, la candidate arrive à la mairie de Charron pour une réunion avec les mytiliculteurs. La Charente-Maritime produit à elle seule 12 000 des 60 000 tonnes de moules françaises et dans ce domaine, le département passe du stade artisanal à celui de pré-industriel. Le

débat tourne autour de la concurrence déloyale. La socialiste rappelle que l'Union doit poursuivre ses efforts de contrôle et d'évaluation. La « seule solution » pour une meilleure justice commerciale entre les pays membres. C'est ensuite le représentant des apiculteurs du département qui prend la parole. Lui dénonce le manque de rigueur dans l'utilisation des pesticides qui menacent la survie des abeilles.

Salle debout

19h30. Dans une heure débute une nouvelle réunion publique à Aytré, une commune de l'agglomération de La Rochelle. Suzanne Tallard, maire de la ville et Olivier Falorni, le premier fédéral, accueillent Bernadette Vergnaud. À la tribune,

Françoise Mesnard dénonce l'Union aujourd'hui aux mains de la droite, l'assimilant à « une juxtaposition d'égoïsmes individuels. En tout, 10 millions d'emplois seront supprimés à cause de la crise. L'Union européenne n'est plus protectrice et si on n'introduit pas la valeur égalité, nous irons droit dans le mur. » C'est enfin au tour de Bernadette Vergnaud de convaincre. Pédagogue, elle décortique la stratégie de la droite. « Lors de son discours devant le Parlement, Nicolas Sarkozy a employé 27 fois le mot "marché" et pas une seule fois le mot "social" », rappelle-t-elle, avant de citer Jean Monnet, un des pères fondateurs de l'Union : « Lorsqu'une idée correspond à la nécessité d'une époque, elle cesse d'appartenir aux hommes qui l'ont inventée et elle est plus forte que ceux qui en ont la charge. Nous devons nous battre avec conviction, passion et raison. » La salle est debout, enthousiaste, les militants ragaille pour cette dernière ligne droite avant le vote. Et pendant que les organisateurs rangent la salle, Maxime Bono, le maire de La Rochelle glisse : « Gagner là-bas, c'est gagner ici ! » L'enjeu est donc décisif.

Ariane Vincent



Université d'été à La Rochelle du 28 au 30 août 2009

Espace Encan - Quai Louis Prunier

Ouverture de l'accueil aux participants, le vendredi 28 août 2009 à 13h30

☐ Tarif participant 75 euros (Buffet du samedi midi¹ + repas festif du samedi soir compris¹ - sans hébergement²)

Les badges et les tickets repas vous seront remis sur place

☐ Tarif participant 50 euros (sans repas - sans hébergement²)

Nom* : Prénom* :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Tél. : Portable :

e-mail :@.....

Fédération Département* :

Adhérent(e) au Parti Socialiste depuis (ANNÉE D'ADHÉSION) :

Je souhaite bénéficier d'un billet Congrès SNCF : Oui ☐ Non ☐

Pour information : l'Université du MJS se tiendra aux mêmes dates et au même endroit.

LES INSCRIPTIONS PARVENUES APRÈS LE 19 JUIN 2009 NE SERONT PAS PRISES EN COMPTE.

ATTENTION : IL N'Y AURA AUCUNE INSCRIPTION SUR PLACE

* **merci d'écrire en majuscule**

¹ Repas dans la limite des places disponibles

² Nous n'assurons pas l'hébergement, contacter l'office de tourisme de La Rochelle tél. : 05 46 50 50 31

À retourner accompagné du chèque à l'ordre du Parti Socialiste au : Parti Socialiste - La Rochelle, 10 rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07